



7 octobre 2016

(16-5370)

Page: 1/7

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

**NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 22 DE L'ACCORD SUR LA
MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL
SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994**

LISTE DE QUESTIONS

KAZAKHSTAN

La communication ci-après, datée du 27 avril 2016, est distribuée à la demande de la délégation du Kazakhstan.

On trouvera ci-joint les réponses du Kazakhstan à la liste de questions sur la mise en œuvre et l'administration de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

1. Questions relatives à l'article premier:

a) Ventes entre personnes liées:

i) Les ventes entre personnes liées sont-elles assujetties à des dispositions spéciales?

L'article 4.1.4 et 4.3 à 4.6 de l'Accord de l'Union douanière sur la détermination de la valeur en douane des marchandises transportées à l'intérieur de l'Union douanière (ci-après "Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane") reprend les dispositions régissant la détermination de la valeur transactionnelle dans les opérations entre personnes liées qui figurent dans l'article premier et la Note interprétative relative à l'article premier de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, ci-après dénommé "Accord de l'OMC".

ii) L'existence de prix de cession entre sociétés est-elle un motif suffisant pour considérer que les prix correspondants sont influencés?

Le fait que l'acheteur et le vendeur sont liés n'est pas un motif suffisant pour considérer que les prix correspondants sont influencés.

Conformément à l'article 4.3 à 4.6 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane, afin de déterminer si le prix a été influencé par les liens entre l'acheteur et le vendeur, l'un quelconque des mécanismes énoncés dans l'article premier de l'Accord de l'OMC peut être appliqué.

iii) Quelles sont les dispositions prévues pour communiquer par écrit les motifs en question, si l'importateur le demande (article 1:2 a))?

Conformément à l'article 4.4 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane, dans les cas où l'acheteur et le vendeur sont liés et où, sur la base des renseignements fournis par le déclarant (ou le représentant en douane) ou obtenus par les autorités

douanières par d'autres moyens, les autorités douanières découvrent des indications selon lesquelles les liens entre le vendeur et l'acheteur ont influencé le prix payé ou à payer, elles doivent informer le déclarant (représentant en douane) par écrit de ces indications.

iv) Comment l'article 1:2 b) a-t-il été mis en œuvre?

L'article 4.4 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane donne à l'importateur lié au vendeur la possibilité de démontrer que la valeur transactionnelle est proche de l'une des valeurs "critères" mentionnées dans l'article 1:2 b) de l'Accord de l'OMC et peut donc être acceptée par l'autorité douanière.

Si ladite autorité est déjà en possession de renseignements suffisants pour conclure que la valeur transactionnelle est proche de l'une des valeurs "critères", elle ne doit pas demander au déclarant de renseignements supplémentaires pour en apporter la preuve.

Conformément à l'article 4.5 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane, dans l'application des critères qui précèdent il est tenu compte des données sur les différences entre les niveaux commerciaux, les quantités, les éléments énumérés à l'article 8 de l'Accord de l'OMC, et les coûts supportés par le vendeur lors de ventes dans lesquelles le vendeur et l'acheteur ne sont pas liés et qu'il ne supporte pas lors de ventes dans lesquelles le vendeur et l'acheteur sont liés.

Les valeurs "critères" sont utilisées à la demande du déclarant, et ne peuvent pas être utilisées pour déterminer la valeur en douane.

b) Prix des marchandises perdues ou endommagées:

Existe-t-il des dispositions ou des arrangements pratiques spéciaux en ce qui concerne l'évaluation des marchandises perdues ou endommagées?

La Décision n° 145 du 25 juin 2013 du Collège de la Commission économique eurasienne portant approbation du règlement sur les spécificités d'application des méthodes d'évaluation en douane pour les marchandises importées à l'intérieur des frontières communes de l'Union douanière, dans les cas où elles ont subi un dommage dû à un accident ou à un cas de force majeure, contient des dispositions spéciales concernant l'évaluation des marchandises perdues ou endommagées.

2. Comment la disposition de l'article 4 qui donne à l'importateur la faculté d'inverser l'ordre d'application des articles 5 et 6 a-t-elle été mise en œuvre?

L'inversion susmentionnée de l'ordre d'application des articles 5 et 6 est mise en œuvre par les articles 2.1 et 8.1 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane.

3. Comment l'article 5:2 a-t-il été mis en œuvre?

Les dispositions de l'article 5:2 sont mises en œuvre par l'article 8.4 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane.

4. Comment l'article 6:2 a-t-il été mis en œuvre?

Les dispositions de l'article 6:2 sont mises en œuvre par l'article 9.6 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane. Conformément aux dispositions de l'article 9.6 dudit Accord, les renseignements communiqués par le producteur des marchandises aux fins de la détermination de la valeur calculée peuvent être vérifiés dans le pays de production par les autorités de l'Union économique eurasienne (ci-après "UEE"), avec l'accord du producteur et à la condition que ces autorités donnent un préavis suffisant aux autorités compétentes du pays de production et que ces dernières ne fassent pas opposition à l'enquête.

5. Questions relatives à l'article 7:**a) Quelles dispositions ont été prises pour déterminer la valeur en douane conformément à l'article 7?**

Conformément à l'article 10.1 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane, si la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être déterminée par application de l'une des méthodes d'évaluation prévues aux articles 1^{er} à 7 dudit accord, elle est déterminée sur la base des données disponibles sur le territoire douanier de l'UEE par des moyens raisonnables compatibles avec les principes juridiques et les dispositions de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane.

b) Quelles sont les dispositions prévues pour informer l'importateur de la valeur en douane déterminée par application de l'article 7?

Si la valeur en douane est déterminée par application de l'article 7 de l'Accord de l'OMC, l'autorité douanière doit indiquer par écrit la source des données utilisées et exposer en détail les calculs effectués sur cette base conformément à l'article 10 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane.

c) Les interdictions énoncées à l'article 7:2 sont-elles définies?

Les interdictions contenues dans l'article 7:2 sont impératives pour les autorités douanières, comme l'indique l'article 10.4 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane.

6. Qu'en est-il des options offertes par l'article 8:2? En cas d'application du système f.a.b., les prix sortie usine sont-ils aussi acceptés?

Les dispositions de l'article 8:2 sont respectivement mises en œuvre par l'article 5.1.4, 5.1.5 et 5.1.6 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane. Conformément aux dispositions susmentionnées, pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées par application des dispositions de l'article premier de l'Accord de l'Union douanière, les coûts ci-après seront ajoutés au prix effectivement payé ou à payer: les frais de transport des marchandises importées jusqu'à l'aéroport, port de mer, ou lieu d'importation des marchandises sur le territoire douanier de l'UEE; les frais de chargement, de déchargement et de manutention connexes au transport des marchandises importées jusqu'à l'aéroport, port de mer, ou lieu d'importation des marchandises sur le territoire douanier de l'UEE; le coût de l'assurance.

7. Où le taux de change est-il publié, en conformité avec les prescriptions de l'article 9:1?

Lorsqu'il est nécessaire de convertir une monnaie pour déterminer la valeur en douane, le taux de change officiel en vigueur le jour de l'enregistrement de la déclaration en douane par les autorités douanières doit être utilisé, à moins de prescription à l'effet contraire dans le Code des douanes et/ou les traités internationaux dont les États membres de l'UEE sont signataires. En application de l'article 78 du Code des douanes de l'Union douanière, pour les fins du calcul des droits de douane et des taxes et de la détermination de la valeur en douane, les autorités douanières de l'État membre concerné sont tenues d'utiliser le taux de change établi conformément à la législation nationale de cet État. En application de l'article 56 de la Loi n° 2155 du 30 mars 1995 sur la Banque nationale de la République du Kazakhstan, celle-ci fixe et publie les taux de change officiels des devises par rapport au tenge. Ces renseignements peuvent être consultés sur le site Web de la Banque nationale du Kazakhstan (<http://www.nationalbank.kz>).

8. Quelles mesures ont été prises pour assurer, en conformité avec les prescriptions de l'article 10, le caractère confidentiel de certains renseignements?

En application de l'article 16 du Code des douanes du Kazakhstan, les renseignements obtenus par les autorités douanières conformément aux textes juridiques de l'UEE ou à la législation nationale du Kazakhstan sont utilisés par les fonctionnaires des douanes

uniquement à des fins douanières et ne peuvent être divulgués ou communiqués, même à des pouvoirs publics, sauf si cette divulgation ou cette communication à d'autres pouvoirs publics est nécessaire dans le cadre de l'application de la loi ou de procédures judiciaires engagées au titre de la législation nationale.

9. Questions relatives à l'article 11:

a) Quels sont les droits d'appel de l'importateur ou de toute autre personne?

S'agissant du droit de recours, l'article 9 du Code des douanes de l'Union douanière et l'article 17 du Code des douanes du Kazakhstan prévoient un droit de recours et disposent que toute personne a le droit de contester une décision rendue par les autorités douanières ou une action (omission) de celles-ci ou de leurs représentants conformément aux procédures et aux calendriers fixés par la législation du Kazakhstan. Conformément à l'article 12 de la Loi n° 221-III du 12 janvier 2007 sur la procédure d'examen des demandes des personnes physiques et morales, les décisions des pouvoirs publics (nationaux et locaux) et toute action (ou omission) des fonctionnaires peuvent être contestées auprès d'un haut fonctionnaire. En cas de non-disponibilité d'un tel fonctionnaire, ou si l'appelant n'est pas satisfait de la décision rendue par un haut fonctionnaire, l'appelant peut s'adresser directement au tribunal sans épuiser tous ses recours administratifs. Ce principe est également confirmé à l'article 278 du Code de procédure civile du Kazakhstan n° 411-I du 13 juillet 1999. Ainsi, les importateurs peuvent faire appel auprès d'un haut fonctionnaire des douanes ou d'un tribunal des décisions rendues par les autorités douanières.

b) Comment l'appelant sera-t-il informé de ses droits à un nouvel appel?

Les procédures visant à informer l'importateur de son droit d'appel sont établies dans les textes suivants:

- Code de procédure civile du Kazakhstan n° 411-I du 13 juillet 1999;
- Loi n° 221-III du 12 janvier 2007 sur la procédure d'examen des demandes des personnes physiques et morales; et
- Code n° 155-II du 30 janvier 2001 des infractions administratives.

10. Fournir des renseignements sur la publication, en conformité avec les prescriptions de l'article 12:

a) i) Des lois nationales applicables en l'espèce:

Conformément à l'article 4 de la Constitution de la République du Kazakhstan du 15 août 1995, toutes les lois et tous les traités internationaux dont le Kazakhstan est signataire doivent être publiés.

La Loi n° 213-I du 24 mars 1998 sur les actes juridiques réglementaires prévoit la publication officielle et la publication officielle ultérieure des actes juridiques réglementaires. Ces derniers – y compris ceux relatifs aux droits, libertés et obligations des citoyens (exception faite des actes contenant des secrets d'État et des renseignements confidentiels protégés par la loi) – sont publiés dans les périodiques officiels. En particulier, les lois sont publiées dans le Bulletin du Parlement; les résolutions présidentielles et gouvernementales sont publiées dans le Recueil des actes présidentiels et gouvernementaux; et les actes juridiques des organes exécutifs centraux et des autres organes d'État paraissent dans le Recueil des actes des organes exécutifs centraux et des autres organes d'État. Les actes juridiques réglementaires sont aussi publiés officiellement dans les périodiques Yegemen Kazakhstan et Kazakhstanskaya Pravda. Les décisions réglementaires et les résolutions des maslikhats et des akims sont publiées dans des périodiques locaux et sont distribuées aux entités territoriales administratives respectives. Les textes sont publiés ultérieurement dans des périodiques lorsqu'ils ont fait l'objet d'un contrôle dans le Recueil centralisé des actes juridiques du Kazakhstan. La liste des actes juridiques réglementaires est publiée et régulièrement mise à jour sur le site Web du Ministère de la justice – <http://www.minjust.kz>.

ii) Des règlements concernant l'application de l'Accord:

Le Comité des recettes publiques du Ministère des finances de la République du Kazakhstan publie les actes juridiques du Kazakhstan relatifs aux douanes, dans ses publications imprimées officielles et sur son site Internet officiel – <http://kgd.gov.kz/ru>. Les autorités douanières donnent accès aux projets d'actes juridiques en matière de douanes sauf dans les cas où l'accès à ces renseignements pourrait compromettre le respect de l'acte ou nuire à son efficacité.

iii) Des décisions judiciaires et administratives d'application générale relatives à l'Accord:

Les décisions judiciaires et administratives d'application générale sont publiées dans les publications officielles sur le site Internet du tribunal ayant rendu la décision.

iv) Des lois générales ou particulières dont il est fait mention dans les règles de mise en œuvre ou d'application de l'Accord.

S'agissant de la publication des Accords de l'Union douanière/UEE, des Décisions de la commission de l'Union douanière/UEE et autres mesures de l'Union/UEE, tous les renseignements relatifs aux activités et aux décisions des organes de l'UEE sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.eurasiancommission.org>.

b) De nouvelles règles doivent-elles être publiées? Sur quels sujets porteraient-elles?

L'article 10 du Code des douanes de l'Union douanière précise que tous les textes de la législation douanière doivent être publiés dans des publications officielles ou autres et diffusés au moyen de la télévision, de la radio et des technologies de l'information. La Commission de l'UEE doit accorder aux particuliers le libre accès à la législation de l'UEE publiée dans les publications officielles ou sur les sites Internet officiels.

Les autorités douanières doivent consulter les personnes intéressées sur les questions de procédures douanières qui relèvent de leur compétence, c'est-à-dire les procédures douanières et le contrôle douanier des marchandises et véhicules, le transit douanier, le dédouanement, etc.

Les consultations sur les procédures douanières menées par les autorités douanières doivent avoir lieu verbalement et par écrit, sans frais. Après avoir reçu une demande écrite d'une personne intéressée, les autorités douanières doivent fournir des renseignements, par écrit, dès que possible mais au plus tard un mois après la date de réception de la demande.

11. Questions relatives à l'article 13:**a) Comment est-il tenu compte, dans la législation nationale, de l'obligation énoncée à l'article 13 (dernière phrase)?**

Les prescriptions énoncées à l'article 13 de l'Accord de l'OMC sont incorporées dans l'article 11 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane, dans l'article 64.5 et les articles 85 à 88 du Code des douanes de l'Union douanière. Selon l'article 64.5 du Code des douanes de l'Union douanière, si, au cours de la procédure de déclaration en douane des marchandises, la valeur en douane exacte ne peut pas être déterminée en raison de l'absence de documents contenant les données exactes nécessaires au calcul, il est possible de retarder la détermination de la valeur en douane. Dans ce cas, celle-ci peut être déterminée sur la base des documents présentés par le déclarant et les droits et taxes peuvent être acquittés sur la base de cette valeur en douane.

Selon l'article 69 du Code des douanes de l'Union douanière, si la procédure de détermination de la valeur en douane des marchandises n'a pas été menée à bien dans les délais prescrits pour la mainlevée des marchandises, ladite mainlevée doit être accordée sous réserve d'une garantie de paiement des droits par le déclarant.

b) Des explications complémentaires ont-elles été données?

Conformément à l'article 196 du Code des douanes de l'Union douanière, les autorités douanières doivent prendre une décision sur la mainlevée des marchandises au plus tard un jour ouvrable à compter de la date d'acceptation d'une déclaration en douane, à condition que la demande soit accompagnée de tous les documents et renseignements prescrits par la législation douanière du Kazakhstan. Si, lors de l'examen d'une déclaration en douane et de tous autres documents ou données, les autorités douanières découvrent: i) des indices donnant à entendre que les renseignements fournis par le déclarant des marchandises contiennent des renseignements fictifs qui influent sur le montant des droits; ou ii) que des éléments de preuve appropriés ne sont pas communiqués à l'appui des renseignements déclarés, les autorités douanières sont tenues d'accorder la mainlevée des marchandises sur la base de la présentation d'une garantie de paiement des droits correspondant au montant des droits qui pourraient être ajoutés suite à un examen supplémentaire. Dans ce cas, la mainlevée des marchandises doit être accordée au plus tard un jour à compter de la date à laquelle une garantie de paiement des droits est présentée (article 69 du Code des douanes de l'Union douanière).

12. Questions relatives à l'article 16:**a) La législation nationale contient-elle une disposition stipulant que l'administration des douanes est tenue d'exposer par écrit comment la valeur en douane a été déterminée?**

Conformément à l'article 11 du Code des douanes de l'Union douanière, les autorités douanières doivent fournir par écrit des explications sur les dispositions de la législation douanière, y compris sur la manière dont la valeur en douane est déterminée.

b) Existe-t-il d'autres règlements relatifs aux demandes présentées à cet effet?

Dans les cas où il est possible de retarder la détermination de la valeur en douane, ainsi que la déclaration et le contrôle de la valeur en douane, le Code des douanes de l'Union douanière prévoit que les modalités du calcul et de l'acquittement des droits et taxes sont établies par une décision spéciale de la Commission de l'UEE. Les États membres de l'UEE travaillent actuellement à l'élaboration de cette décision.

13. Comment les notes interprétatives de l'Accord ont-elles été incorporées dans la législation?

Les dispositions contenues dans les notes interprétatives de l'Accord de l'OMC ont été incorporées dans l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane. Ces dispositions des notes interprétatives (qui constituent pour la plupart des exemples de calcul) sont mises en œuvre en vertu des décisions de la Commission de l'UEE. Le Collège de la Commission a approuvé:

- le 30 octobre 2012, les Règles relatives à la détermination de la valeur en douane des marchandises selon la méthode de la valeur transactionnelle de marchandises identiques (méthode 2) et selon la méthode de la valeur transactionnelle de marchandises similaires (méthode 3), qui incorporaient des exemples illustrant les notes interprétatives des articles 2 et 3 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;
- le 13 novembre 2012, les Règles relatives à la détermination de la valeur en douane des marchandises selon la méthode de la valeur déductive (méthode 4);
- le 12 décembre 2012, les Règles relatives à la détermination de la valeur en douane des marchandises selon la méthode de la valeur calculée (méthode 5); et
- le 20 décembre 2012, les Règles relatives à la détermination de la valeur en douane des marchandises selon la méthode de la valeur transactionnelle (méthode 1), qui incorporaient les dispositions pertinentes restantes des notes interprétatives.

14. Comment ont été appliquées les dispositions de la Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées?

Les dispositions de la Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées sont mises en œuvre au moyen de la Décision n° 118 du 22 septembre 2015 du Collège de la Commission portant approbation des règles relatives au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises.

15. Comment ont été appliquées, pour les pays concernés, les dispositions du paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement de données?

Les dispositions du paragraphe 2 de la Décision n° 4.1 du Comité technique de l'évaluation en douane relative à l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données sont mises en œuvre au moyen du paragraphe 8 de l'article 101 du Code des douanes du Kazakhstan.

– Pour toutes les questions ci-dessus, prière d'indiquer les références.

Pas de référence.
